

BRESIL : FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2025

Catégorie OCDE (2024) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB/Ba1/BB

Monnaie locale : Réal (BRL) / Régime de change : flottant

Horizon neutralité climat : 2050

**FORCES**

- Economie diversifiée, taille du marché interne
- Matières premières agricoles / énergétiques abondantes
- Réserves en devises importantes
- Amélioration du climat des affaires

FAIBLESSES

- Situation des finances publiques
- Insuffisance en termes d'infrastructures
- Exposition aux fluctuations des cours de matières premières
- Secteur industriel peu compétitif

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance est attendue plus modérée, autour de +2% / +2,5% en 2025 (après +3,4% en 2024). La consommation des ménages bénéficie du dynamisme du marché du travail mais le resserrement des conditions monétaires (SELIC à 15%) est susceptible de peser sur l'investissement. Sur le front externe, la hausse des tarifs douaniers américains n'aurait qu'un effet limité sur le commerce externe du pays, d'autant plus qu'un grand nombre de produits sont exemptés, mais certains secteurs (agroalimentaire), pourraient être particulièrement affectés en attendant de pouvoir rediriger leurs exportations vers d'autres marchés.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : L'objectif de déficit primaire fixé par la règle budgétaire (i.e. hors dépenses exceptionnelles : *precatórios*), devrait être atteint en 2025. La hausse des recettes permettrait au gouvernement d'atteindre ses objectifs. Pour 2026 en revanche, la cible officielle fixée par le gouvernement (hors *precatórios*), soit +0,25% du PIB (+/- 0,25%) semblerait compromise en raison du relèvement du seuil d'imposition des revenus et d'une possible hausse des dépenses à l'approche des élections présidentielles prévues en octobre 2026. La dette publique poursuit sa progression et atteint 76,6% du PIB en juin 2025. Bien que majoritairement détenue par le marché domestique (88% du total en juin 2025), son coût progresse en lien avec la hausse du SELIC. Les intérêts versés ont ainsi coûté 8 % du PIB en 2024 (après 6,6% du PIB en 2023) et atteignent déjà 6,7% du PIB sur les 6 premier mois de 2025.
- **Vulnérabilité extérieure** : le niveau de vulnérabilité externe demeure relativement faible au Brésil. Le déficit courant devrait cependant se dégrader, prévu autour de -3% du PIB, tiré par la diminution de l'excédent commercial. A noter cependant que les entrées d'IDE couvrent aisément le déficit courant et que les réserves en change demeurent élevées. Le réal brésilien a eu par ailleurs tendance à s'apprécier face au dollar depuis le début de l'année. Bien que l'imposition des tarifs douaniers américains puisse en partie limiter les entrées de dollar dans l'économie, les réserves de change satisfaisantes, ainsi que l'affaiblissement du dollar et le différentiel de taux (SELIC Vs. FED) devraient limiter les pressions baissières sur le BRL (en l'absence d'éléments d'ordre interne pouvant affecter la confiance de l'investisseur (perte de la crédibilité budgétaire par exemple).
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire reste solide et ne présente pas de risques pour la stabilité du système financier.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : le président Lula a annoncé qu'il se portera candidat aux élections présidentielles de 2026 si son état de santé le permet. Les tensions entre les partisans de droite, de l'ancien président Bolsonaro, et de gauche restent toujours prégnantes, mais ne constitueraient pas une menace à la stabilité politique du pays.
- **Climat des affaires** : il est en amélioration constante grâce aux nombreuses mesures pour réduire la complexité fiscale (réforme fiscale) et les coûts de transaction en particulier (technologies numériques). L'insuffisance d'infrastructures et une perception de la corruption encore élevée continuent cependant de pénaliser le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le gouvernement brésilien est engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique et accueillera le prochain sommet sur le climat, la COP 30 au mois de novembre. Les tendances de la production d'énergie renouvelable sont positives avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires, alors que le pays dispose déjà de l'une des matrices énergétiques les plus propres au niveau mondial.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Pétrole	15,2%	Machines, appareils mécan.	14,1%	Chine	29,8%	Chine	22,4%
Soja	14,2%	Combustibles	14,0%	Etats-Unis	11,2%	Etats-Unis	17,3%
Minerais de fer	12,3%	Machines, appareils élect.	12,3%	Argentine	4,4%	Allemagne	5,3%
Viandes (bovin, poulet, porc)	7,0%	Voitures	7,1%	Pays-Bas	3,4%	Argentine	5,1%
Fonte, fer et acier	4,4%	Produits chimiques organiques	6,0%	France (27ème)	1,0%	France (9ème)	2,3%

Source: Cnuced

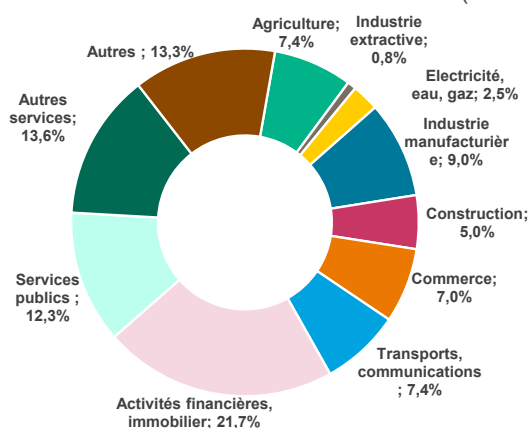
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BRESIL	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 671	1 952	2 191	2 171	2 126	2 187
Rang PIB mondial	7	7	9	9	8	9
Population (Mns)	210,1	210,9	211,7	212,6	213,4	214,1
Rang Population mondiale	5	5	5	5	5	6
PIB / habitant (USD)	7 952	9 256	10 350	10 214	9 964	10 216
Croissance PIB (%)	4,8	3,0	3,2	3,4	2,3	2,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	8,3	9,3	4,6	4,4	5,3	4,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	25,1	25,3	24,1	23,2	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^D	78,3	72,9	74,4	76,5	79,5	84,7
Solde public (% PIB) ^D	-4,3	-4,6	-8,8	-8,5	-8,8	-9,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	27,1	28,9	30,8	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,4%	-2,2%	-1,3%	-2,7%	-3,0%	-3,1%
IDE (% du PIB)	1,8%	2,1%	1,7%	2,2%	2,5%	2,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	16,7	12,8	15,0	14,1	12,7	12,5
Dette extérieure totale (% PIB)**	34%	29%	27%	29%	27%	27%
Dette extérieure CT (% PIB)*	4,7%	3,5%	3,7%	NA	NA	NA
Taux de change	5,4	5,2	5,0	5,4	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,4	17,5	17,9	17,1	NA	NA
Taux de NPL	2,1	2,6	2,8	2,7	NA	NA
ROE	14,9	15,3	13,7	15,3	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	124	129	134	134	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	91	89	93	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	72	72	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	46	52	58	56	7	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (Weo avril 2025), *Banque Mondiale, **Oxford Economics

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Données BCB, prévisions 2026 et 2026 (Banques privées locales)

Brésil : Ventilation sectorielle du PIB (2023)



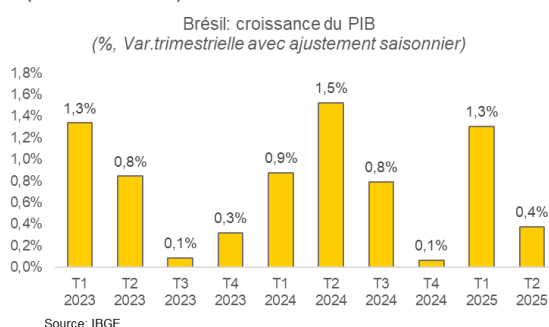
Source : IBGE

1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers un ralentissement de l'activité en 2025

En 2024, la croissance a atteint **+3,4%** (après +3,2% en 2023). L'activité économique au Brésil n'a cessé de surprendre à la hausse ces quatre dernières années. Le dynamisme de la consommation des ménages, favorisé par la résilience du marché du travail et la hausse des revenus ont soutenu l'activité. Par secteur, les services et l'industrie ont tout deux contribué à la croissance.

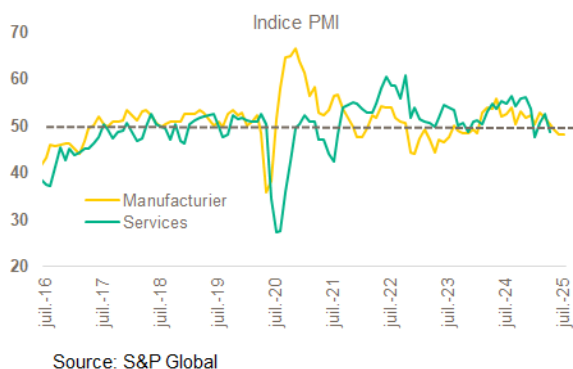
En 2025, la croissance est attendue plus modérée, aux environs de **+2%/+2,5%**¹. L'activité a été particulièrement dynamique au T1 2025 (+1,4% en t/t, après +0,1% au T4 2024), tirée par les performances du secteur agricole en particulier, mais a perdu de son élan au T2 (+0,4% en t/t).



Pour les trimestres à venir, l'activité serait portée par le dynamisme du marché du travail², soutenant la consommation, les paiements des injonctions judiciaires « *precatórios*³ », ainsi que la nouvelle politique crédit subventionnée du gouvernement aux personnes physiques. Le **resserrement monétaire** (SELIC à 15%, soit le plus élevé en 2 décennies) pèserait cependant sur l'activité, via le canal de l'investissement en particulier.

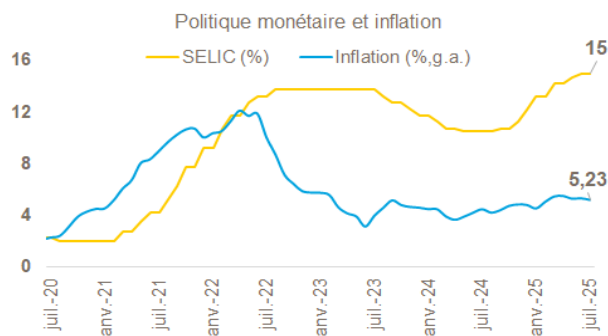
Sur le front externe, la mise en place par le gouvernement américain d'un tarif douanier de 50% sur les produits brésiliens n'aurait qu'un impact limité sur le commerce extérieur (Cf. Position Extérieure).

Par secteur, la **confiance dans l'industrie et services a eu tendance à s'éroder** depuis le T2 2025.



• Fin du cycle de durcissement monétaire

Face à la hausse de l'inflation, la banque centrale brésilienne a initié un processus de durcissement monétaire en septembre 2024. En juin 2025, elle a encore augmenté de 25 pnb le taux du SELIC à 15%, soit son niveau le plus élevé depuis juillet 2006.



Source: Banco Central do Brasil

L'inflation atteint **5,2% en g.a. en juillet 2025** (après 5,35% en juin) et les anticipations de marché⁴ tablent sur une inflation à 4,95% pour 2025 et de 4,40% en 2026, soit **au-dessus de la cible de +3%** (+/- 1,5%).

La banque centrale considère cependant que le maintien du taux de Selic à 15% sur une période prolongée, serait suffisant pour assurer la convergence de l'inflation vers la cible fixée par la Banque centrale. Le Selic resterait ainsi à 15% jusqu'à la fin de l'année 2025, mais un cycle d'assouplissement monétaire pourrait être envisagé dès le T1 2026.

• Le secteur bancaire demeure solide

Le système bancaire brésilien est diversifié et conforme aux standards internationaux, bénéficiant de solides ratios de liquidité, rentabilité et solvabilité.

Une éventuelle hausse du taux des prêts non performants ne peut cependant être exclue dans un contexte de hausse des taux d'intérêt pouvant affecter la capacité de paiement des entreprises et des ménages.

Les stress tests menés par le régulateur ont toutefois montré que les banques disposent de suffisamment de capital pour absorber les pertes et maintenir leurs ratios de capitalisation au-dessus des minimums réglementaires.

2. FINANCES PUBLIQUES

• L'objectif budgétaire serait atteint en 2025

En 2024, le déficit primaire (i.e. hors charge d'intérêt) est tombé à **-0,4% du PIB** (après -2,3% du PIB en 2023⁵), soit sous le niveau maximum autorisé (-0,6% du PIB), comprenant une marge de tolérance de +/-

¹ Focus (août 2025) : +2,2%, FMI (juillet 2025) : +2,3% ; Fitch (juin 2025) : +2,5% ; JP Morgan (mai 2025) : +2,3%.

² Le taux de chômage atteint 5,8% en juin, soit un nouveau niveau bas historique.

³ Les « precatórios » sont des injonctions de paiement qui contraignent les institutions publiques (Etat et collectivités locales)

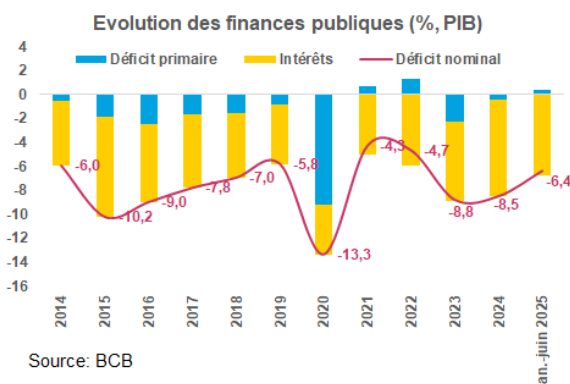
à payer des dettes à l'égard de particuliers, d'entreprises et d'Etats, à la suite de décisions judiciaires définitives. Pour 2025, les versements sont prévus à partir de juillet-août.

⁴ FOCUS du 15/08/2025.



0,25% du PIB pour la cible officielle du gouvernement et de -0,35 % du PIB pour les « precatórios⁶ ».

Au total, **le solde public s'est creusé à -8,5% du PIB en 2024** (après -8,8% du PIB en 2023), affecté par la hausse des dépenses d'intérêt (8,1% du PIB contre 6,6% en 2023).



Pour 2025, l'objectif de déficit primaire (y compris paiement des *precatórios*) est le même qu'en 2024, soit **-0,6% du PIB**. La hausse prévue des recettes y compris celles extraordinaires (pétrole), ainsi que la majoration de l'impôt sur les opérations financières (IOF) permettraient au gouvernement d'atteindre ses objectifs.

En cumulé de janvier à juin 2025, le solde primaire affiche un excédent de 0,36% du PIB mais il devrait se dégrader dans les mois à venir, n'intégrant pas les *precatórios*, dont les premiers versements auraient lieu en juillet-août cette année.

Pour 2026, en revanche, l'objectif officiel visé d'un excédent primaire de +0,25% du PIB (+/- 0,25%⁷) semblerait plus difficile à atteindre.

Le gouvernement a annoncé le relèvement du seuil d'imposition des revenus à 5000 BRL à partir de 2026 (contre 2824 BRL actuellement⁸), soit un manque à gagner pour l'Etat estimé à 35 Md BRL. En contrepartie, les personnes disposant de revenus supérieurs à 50.000 BRL/mois devront s'acquitter d'un taux d'imposition minimum de 10% sur l'ensemble de leurs revenus. Ce changement nécessite cependant une approbation au préalable du Congrès, ce qui n'est pas encore acquis⁹.

De plus, compte tenu des élections présidentielles prévues en octobre 2026), **le gouvernement pourrait être tenté d'augmenter les dépenses**, sociales en particulier, pour contenter sa base électorale, pouvant ainsi compromettre les objectifs budgétaires.

- **Hausse du coût de refinancement de la dette publique**

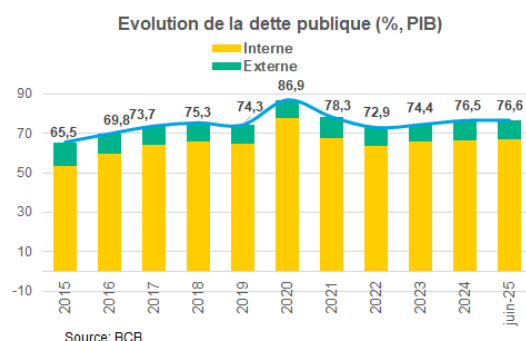
Selon la banque centrale¹⁰, **le ratio de dette publique/PIB est en hausse et atteint 76,6% en juin**

Pour mémoire, la dégradation des finances publiques en 2023 a résulté d'une hausse des dépenses, en particulier sociales et d'investissement, promise pendant la campagne électorale du président Lula. De plus, le gouvernement a décidé de régler les « precatórios » repoussés à 2026 par le précédent gouvernement. Le déficit primaire s'est ainsi creusé à -2,3% du PIB en 2023 (après deux années d'excédent primaire).

⁶ Voir note n°3

⁷ Avec une marge de tolérance de -0,35% du PIB pour les precatórios non inclus dans l'objectif de la cible officielle du gouvernement.

2025 (Cf. graphique ci-dessous). Compte tenu des prévisions de déficit budgétaire, la dette devrait continuer à augmenter sur les 2 prochaines années.



La dette publique est majoritairement domestique (88% du total en juin 2025) mais son coût de refinancement progresse, tiré par l'inflation et la hausse du SELIC (cf. point précédent).

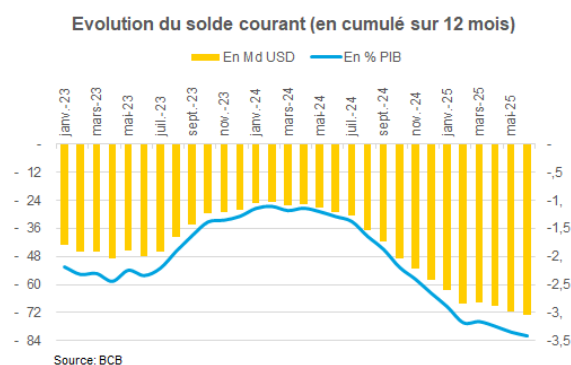
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers une nouvelle hausse du déficit courant en 2025**

En 2024, le déficit courant s'est creusé à **-2,7% du PIB** (après -1,3% du PIB en 2023), notamment tiré par le dynamisme des importations. **Le creusement du déficit se poursuivrait en 2025**, prévu autour de -3%.

En juin 2025, le **déficit courant atteint -3,42% du PIB en cumulé sur 12 mois** (contre -1,28% du PIB sur la même période l'an passé). Selon les données de la banque centrale brésilienne, cette évolution est liée à la dégradation de la balance commerciale (progression des importations liée au dynamisme de la demande interne, et moindre dynamisme des exportations de matières premières, en lien avec la modération des prix).

Ainsi, sur les 6 premiers mois de l'année, la **balance commerciale brésilienne demeure excédentaire (26,1 Md\$) mais en baisse de 30% par rapport à l'an passé**.



⁸ Soit 2 fois le salaire minimum en vigueur.

⁹ Bien qu'une révision des tranches d'imposition soit nécessaire, pour tenter notamment de réduire les inégalités sociales très prégnantes dans ce pays, cette annonce met en doute la capacité et la volonté du gouvernement d'équilibrer les comptes publics

¹⁰ A la différence du FMI, la Banque centrale n'intègre dans le calcul de la dette publique que la part des titres « *titulos livres* » émis par le Trésor mais cédés sur le marché.



L'impact de la hausse des droits de douane américain sur les produits brésiliens semble plutôt limité à ce stade¹¹. Le Brésil a exporté près de 40 Md\$ de biens à destination du marché américain en 2024, soit 12% du total exporté et 1,9% du PIB. Près de 700 produits, environ 45% du total exporté, ont été exemptés de droits de douane, y compris les secteurs à plus forte valeur ajoutée (aviation notamment). En revanche, certains secteurs (sucre, café, viande etc.) exclus de la liste d'exemptions, pourraient être particulièrement affectés en attendant de pouvoir rediriger leurs exportations vers d'autres marchés.

Le continent asiatique (la Chine en particulier), avec près du tiers des exportations, **demeure le principal client du Brésil**.

- **Progression des IDE**

L'économie brésilienne est dépendante de l'afflux de capitaux extérieurs pour assurer son financement.

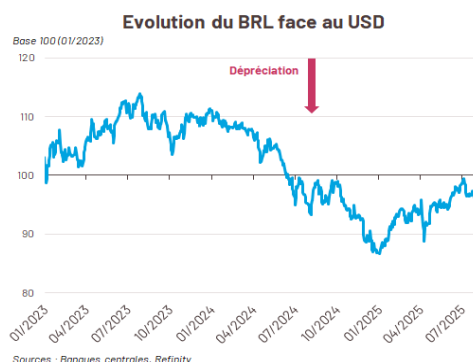
Les flux d'IDE nets ont atteint 71,1 Md\$ en 2024, soit 3,26% du PIB, soit +13,9% par rapport à 2023. Ces flux sont suffisants pour financer le déficit courant du pays et continuent à jouer un rôle essentiel pour garantir l'équilibre financier du pays compte tenu notamment du niveau plutôt faible de l'épargne domestique (14,5 % du PIB en 2024).

- **L'endettement externe demeure limité**

La dette externe brésilienne s'élève à 746,6 Md\$ en mars 2025 (34,2% du PIB de 2024) dont 35,3% constituée par des prêts intra-entreprises et 16% des titres de créances négociables¹². La part de la dette du gouvernement central et de la banque centrale dans le total de la dette externe brute du pays est relativement faible, autour de 13% en juin 2025. **Les réserves en devises du pays contribuent à la maîtrise du risque de liquidité externe**. Elles s'élèvent à 344 Md\$ en juin 2025 (15,7% du PIB), soit la quasi-totalité de la dette brute externe du pays (363Md\$, hors prêts intra-entreprises et créances négociables) et sont suffisantes pour couvrir les échéances de la dette externe publique et privée du pays.

- **Réappréciation du BRL face à l'USD**

Après une dépréciation du BRL face au dollar au second semestre 2024, liée à la hausse de la perception du risque souverain en raison de la dégradation des comptes publics, le BRL a eu tendance à se réapprécier depuis 2025 et cette tendance devrait se poursuivre.



Bien que l'imposition des tarifs douaniers américains sur les exportations brésiliennes devrait en partie limiter les entrées de dollar dans l'économie, l'affaiblissement du dollar au niveau mondial, ainsi que le différentiel des taux (Selic à 15%) devraient limiter les pressions baissières sur la monnaie. A noter cependant que les incertitudes sur le plan budgétaire et la dégradation prévue du compte courant limiteraient cependant une appréciation plus marquée de la monnaie.

La banque centrale brésilienne dispose de réserves en devises confortables qui placent le Brésil en position favorable pour résister aux chocs externes et soutenir le réal si besoin.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Le président Lula pourrait se porter candidat aux élections de 2026**

Le président Lula, 79 ans, a annoncé qu'il se porterait candidat aux élections présidentielles de 2026 si son état de santé le permet. Il est par ailleurs parmi les favoris pour remporter les élections selon les sondages plus récentes.

Sous le gouvernement actuel, certaines réformes clés ont été approuvées, comme la réforme fiscale tant attendue¹³. Cette réforme, dont la mise en application sera progressive de 2026 à 2033, devrait permettre une harmonisation des taxes contribuant à la réduction du temps nécessaire pour leur acquittement, l'un des points faibles de l'environnement des affaires au Brésil. **Le deuxième volet de la réforme fiscale, qui touchera notamment les revenus, devrait être présenté au Congrès dans le courant de l'année 2025.** La sécurité au sein du pays reste aussi un sujet prioritaire pour le gouvernement qui envisage une restructuration des Forces de Sécurité du pays.

Les relations bilatérales avec l'Europe et la France en particulier se sont renforcées. Le contexte politique et commercial tendu avec le gouvernement américain, les incertitudes géopolitiques, ainsi que les besoins en matières premières critiques ont favorisé le rapprochement avec le Brésil.

¹¹ La banque Santander estime l'impact direct des tarifs douaniers américains sur la balance commerciale brésilienne d'environ 6,2 Md\$ en 12 mois, soit environ 0,15% du PIB.

¹² Il s'agit de la part des titres de créances négociables émis et remboursées en BRL, mais détenues par les non-résidents.

¹³ Cette dernière vise à modifier le système de taxes sur la production et la consommation et propose notamment la création d'une taxe double sur la valeur ajoutée (TVA) qui remplacerait 5 autres taxes actuellement prélevées tant au niveau fédéral, étatique que municipal.

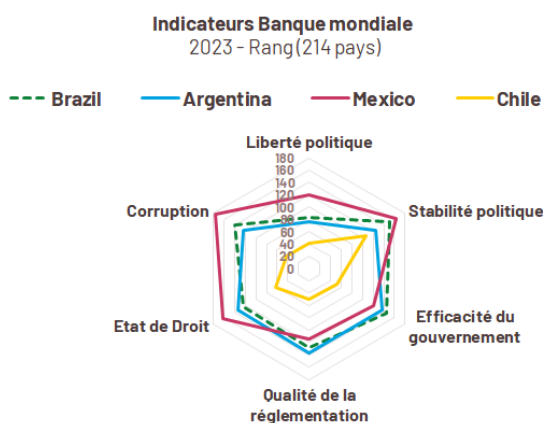


Les relations avec les Etats-Unis sont en revanche plus tendues s'agissant de la coopération sur les questions liées au changement climatique, mais aussi la hausse des tarifs douaniers. La longue liste d'exemptions américaines (environ 700 produits, soit près de la moitié des exportations) réduit néanmoins considérablement le risque de représailles brésiliennes, atténuant ainsi les craintes d'une guerre commerciale généralisée entre les deux pays. Le Brésil demeure par ailleurs globalement moins exposé au durcissement de la politique commerciale et migratoire des Etats-Unis que le Mexique ou encore les pays d'Amérique centrale.

- **Amélioration du climat des affaires**

L'adoption de la réforme fiscale devrait simplifier le cadre fiscal et améliorer le climat des affaires. Par ailleurs, en avant-garde des nombreuses technologies numériques, la banque centrale a lancé un projet pilote de monnaie numérique (Drex¹⁴) qui permettrait de réduire les coûts opérationnels des transactions et de combler les lacunes de la plateforme de paiement instantanée PIX¹⁵. A noter enfin la mise en place depuis février 2024 d'un mécanisme de protection contre le risque de change en partenariat avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID), visant à offrir une couverture moins coûteuse aux entreprises désireuses d'investir au Brésil, notamment pour [des projets verts](#).

Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le niveau de corruption au Brésil reste toutefois encore élevé, bien qu'à un niveau inférieur à celui observé au Mexique (Cf. graphique ci-dessous), portant préjudice aux décisions d'investissement.



Note de lecture : plus les courbes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

5. POLITIQUE CLIMAT

- Une politique pro-climat plus active

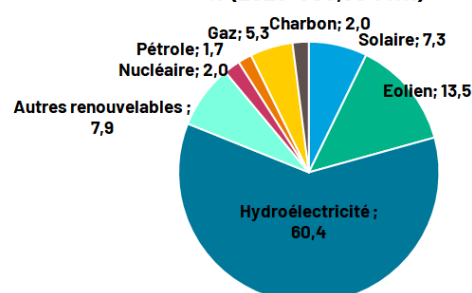
Le Brésil accueillera le prochain sommet sur le climat, la COP 30, prévue en novembre 2025. Le président Lula a fait de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique l'une des priorités de son gouvernement.

Divers décrets visant à renforcer la protection de l'Amazonie ont été signés dès son arrivé au pouvoir¹⁶. La déforestation constituerait la principale source d'émissions de GES du pays. La mise en place d'une politique de protection effective de la forêt amazonienne semble ainsi une condition indispensable pour que le pays atteigne son objectif de neutralité carbone¹⁷.

La production d'énergie renouvelable est sur une tendance positive, avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires. A noter par ailleurs que **l'énergie hydroélectrique est la principale source de production du pays** (Cf. graphique) alors qu'à peine 25% du potentiel hydroélectrique du pays serait utilisé.

Le pays est vulnérable aux conséquences du changement climatique, en témoignent les inondations de fin avril 2024 dans l'Etat do Rio Grande do Sul, au sud du pays.

Brésil : production d'électricité par sources, en % (2023=709,99 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

¹⁴ Le lancement du DREX est prévu en 2026, contrairement au Bitcoin, le DREX est une monnaie digitale émise et contrôlée par la banque centrale du Brésil.

¹⁵ Le PIX a été lancée par la BC en novembre 2020. Il a contribué à l'inclusion financière et à la réduction des coûts de transaction (les virements sont gratuits, mais certaines limitations s'appliquent).

¹⁶ Une commission interministérielle pour la prévention et le contrôle de la déforestation a été créée.

¹⁷ En 2021, le pays avait déjà avancé de 10 ans l'horizon pour la neutralité carbone à 2050. Un décret qui instaure un cadre pour la création d'un marché réglementé du carbone a par ailleurs été créé en 2022. Des efforts contre la déforestation illégale et pour la réduction de 30% des émissions de méthane à l'horizon 2030 ont aussi été fixés.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.